



Votre annonce n°21-117473 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Cette annonce n'est plus modifiable.
Les corrections ou annulation éventuelles devront faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après la publication de l'avis au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.
Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).
En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.
> [Contact client](#)

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **30**
Annonce No **21-117473**
Travaux

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : CA Nîmes Métropole.

Correspondant : le président de Nîmes Métropole, direction de la Commande Publique - Colisée 2 - 1 rue du Colisée - 1^{er} étage 30947 Nîmes Cedex 9, tél. : (+33)4-34-03-57-00, courriel : commande-publique-agglo@nimes-metropole.fr.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : **remplacement de fenêtres extérieures fixes dans les bâtiments de l'hôtel communautaire Colisée 1 et Colisée 2.**

Type de marché de travaux : exécution.

CPV - Objet principal : 45421000.

Lieu d'exécution : nîmes.

Code NUTS : FRJ12.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

dans le cadre de la rénovation des bâtiments et de la transition énergétique, la communauté d'agglomération Nîmes Métropole souhaite faire remplacer les fenêtres extérieures de ses locaux (Colisée 1 et Colisée 2). La consultation est décomposée en tranches :

- tranche ferme : Remplacement des fenêtres de type 1 des bâtiments Colisée 1 et Colisée 2.

- tranche optionnelle : Remplacement des fenêtres aluminium de types 2 et 3 des bâtiments Colisée 1 et Colisée 2

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : délai d'exécution des travaux de la tranche ferme :

- période de préparation : 2 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

- exécution des travaux : 6 semaines à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage des travaux faisant l'objet de la tranche ferme.

Délai d'exécution des travaux de la tranche optionnelle :

- période de préparation : 2 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

- exécution des travaux : 6 semaines à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage des travaux faisant l'objet de la tranche optionnelle.

Options : descriptions concernant les achats complémentaires : les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau contrat pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R2122-7° du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent contrat. Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Cautionnement et garanties exigés : une retenue de garantie est prévue au contrat. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Aucune garantie financière n'est requise au titre de l'avance.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : financement assuré par le budget principal de Nîmes Métropole section investissement, pour partie sous forme d'autofinancement, pour partie par emprunt, subventions " France relance " du gouvernement. Les prestations seront rémunérées par l'application d'un prix global et forfaitaire et de prix unitaires. Délai global de paiement : 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Les prix sont fermes actualisables. Une avance est prévue au contrat. Paiement par acomptes mensuels.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : en cas de groupement d'entreprises, la forme juridique adoptée est soit celle d'un groupement solidaire, soit celle d'un groupement conjoint. Dans le cas d'un groupement conjoint, l'acheteur impose que le mandataire du groupement soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R2142-24 du Code de la commande publique. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

- en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : garanties et capacités techniques et financières

Capacités professionnelles.

Situation juridique - références requises : dume (déclaration pré-remplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature Dume) pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant ou en cas de candidature classique :

- lettre de candidature : Remplir le formulaire Dc1 mis à jour le 1^{er} avril 2019 ou utiliser un format libre ; Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance) ;

- déclarations sur l'honneur : Déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de

soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique (déclarations correspondantes dans le formulaire Dc1 mis à jour le 1^{er} avril 2019 ou utiliser un format libre) ; Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance).

Capacité économique et financière - références requises : - DUME (déclaration pré-remplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature Dume) pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant, indiquant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles

- ou, en cas de candidature classique : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (déclaration correspondante dans le formulaire Dc2 mis à jour le 1^{er} avril 2019).

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

- liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.

Référence professionnelle et capacité technique - Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : certificat de qualification professionnelle Qualibat - 3511 Fourniture et pose de menuiseries extérieures en maison individuelle, petit collectif et petit tertiaire, mention RGE. Ce certificat pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Marché réservé : non.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : OUI

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix des prestations : 60 %;
- valeur technique de l'offre : 40 %.

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 4 octobre 2021, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 21T005KM.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le dossier de consultation des entreprises est gratuit ; il est disponible à l'adresse électronique suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Les candidats sont invités à s'identifier lors du téléchargement du dossier et à vérifier la validité de l'adresse mail qu'ils ont indiquée sur la plateforme, afin de pouvoir être alertés par toute modification éventuelle du DCE ou toute réponse aux questions posées par des candidats dans le cadre de la consultation.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

l'acheteur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé. Il est vivement conseillé de tester la plateforme de dématérialisation quelques jours avant la remise des offres. Veillez à ce que votre navigateur Internet prenne en charge les plugins JAVA dans ses dernières versions. Aucun délai supplémentaire ne sera accordé pour l'envoi des offres volumineuses. L'offre est transmise en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Assistance plateforme de dématérialisation : Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, un numéro est à la disposition des soumissionnaires : 04 92 90 93 27.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 1.e.r septembre 2021.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :

adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :

adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Nîmes 16 avenue Feuchères CS 88010 30941 Nîmes Cedex 9, tél. : (+33)4-66-27-37-00, courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Nîmes 16 avenue Feuchères CS 88010 30941 Nîmes Cedex 9, tél. : (+33)4-66-27-37-00, courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr.

Mots descripteurs : Menuiserie.

Éléments de facturation :

Numéro du service exécutant : 2360

Numéro d'engagement juridique : 21001020IN

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 24300064300045

Libellé de la facture : CA Nîmes Métropole Direction des Finances Colisée 2 1 Rue du Colisée 30947 Nîmes

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 4 octobre 2021

Objet de l'avis : remplacement de fenêtres extérieures fixes dans les bâtiments de l'hôtel communautaire colisée 1 et colisée 2

Nom de l'organisme : CA Nîmes Métropole

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



